

Avis

Avis 3196703 / 15 novembre 2017

.txtApercu { font-family: Arial, Helvetica, sans-serif; font-size: 12px; font-style: normal; font-weight: normal; text-decoration: none; } .txtApercuGras { margin-top: 8em; padding-top: 30px; font-family: Arial, Helvetica, sans-serif; font-size: 12px; font-style: normal; font-weight: bold; text-decoration: none; }

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur : Communauté d'Agglomération Privas Centre Ardèche
Correspondant : Mme Laetitia SERRE, Présidente, 1 rue Serre du Serret BP 337, 07003 Privas, tél. : 04 75 64 07 07, télécopieur : 04 75 30 53 94, courriel : agglo@privas-centre-ardeche.fr, adresse internet : <http://www.privas-centre-ardeche.fr>, adresse internet du profil acheteur : <http://www.achatpublic.com>

Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs

Principale(s) Activité(s) du pouvoir adjudicateur :

• Services généraux des administrations publiques

Objet du marché : Etude prospective sur l'organisation du service public de l'assainissement collectif

Catégorie de services : 27

Classification CPV (Vocabulaire Commun des Marchés) :

• Objet principal : 79311000

Code NUTS : FRK22

La procédure d'achat du présent avis n'est pas couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC.

L'avis implique un marché public

Caractéristiques principales :

• Des variantes seront-elles prises en compte : non

• Le bureau d'étude aura pour mission de proposer aux élus des éléments de comparaison entre plusieurs alternatives afin d'aider au choix du meilleur mode de gestion sur les différents périmètres. Le prestataire devra alors établir différents scénarios pouvant combiner un ou plusieurs périmètres. Il devra donc analyser les conditions d'exploitation et de gestion de chaque service public :

o Étude des coûts d'exploitation (comparaison entre DSP, régie ou prestation de service).

o Procédures de délégation de service public.

o Impact contractuel sur les contrats en cours.

o Proposition d'un calendrier de convergences des modes de gestion à l'échelle de la CAPCA.

o Modalités de retour en régie.

o Éléments de choix du mode de gestion.

L'étude sera éventuellement prolongée d'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en oeuvre du scénario retenu (DSP, régie, prestation de service, mixte régie/DSP...).

• Descriptions concernant les achats complémentaires : Tranche ferme :

Phase 1 : état des lieux, analyse de l'existant et diagnostic des contrats (recueil et analyse des données des services).

Phase 2 : étude comparative de chaque scénario sur les différents modes de gestion envisageables pour assurer le service public d'assainissement collectif.

Phase 3 : accompagnement à la sortie des contrats.

Tranche optionnelle n°1 « assistance à la mise en oeuvre de la solution retenue sur le système d'assainissement de Chambenier »

Tranche optionnelle n°2 « assistance à la mise en oeuvre de la solution retenue sur le système d'assainissement de St Sauveur de Montagut »

Tranche optionnelle n°3 « assistance à la mise en oeuvre de la solution retenue sur le périmètre communes de la vallée de l'Eyrieux »

Tranche optionnelle n°4 « accompagnement sur les impacts contractuels »

Prestations divisées en lots : non

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent :

Ressources propres. Acomptes mensuels versés par mandat administratif sous 30 jours à compter de la date de réception de demande de paiement.

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché : Sont autorisés les groupements solidaires, les groupements conjoints et les groupements conjoints avec mandataire solidaire.

Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature : français.

Unité monétaire utilisée, l'euro

Conditions de participation :

• Situation juridique - références requises : Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics. Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire.

• Capacité économique et financière - références requises : Déclaration du chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public portant sur les trois derniers exercices disponibles. Preuve d'une assurance pour les risques professionnels pertinents.

• Référence professionnelle et capacité technique - références requises : Liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON.

Critères d'attribution : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci dessous avec leur pondération :

- Prix (30 %)
- Méthodologie (30 %)
- Moyens humains (20 %)
- Calendrier et délais (10 %)
- Temps passé (10 %)
- Pas d'enchère électronique

Type de procédure : Procédure adaptée

Date limite de réception des offres : 07 décembre 2017 à 12 h 00

Délai minimum de validité des offres : 4 mois à compter de la date limite de réception des offres.

Numéro de référence attribué par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice : 2017-10-29

Renseignements complémentaires : Consulter le règlement de la consultation. Dans le cadre de cette procédure adaptée, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier. La négociation peut porter sur tous les éléments de l'offre. En cas de négociation, le pouvoir adjudicateur se réserve également la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales non négociées.

Tranche ferme phases 1 et 2 : 2 mois à compter de la date de notification de l'ordre de service d'exécution des phases 1 et 2 (date prévisionnelle de notification de l'ordre de service : décembre 2017). Tranche ferme phase 3 : 12 mois à compter de la date de notification de l'ordre de service d'exécution de la phase 3 (date prévisionnelle de notification de l'ordre de service : décembre 2017). Tranche optionnelle n°1 : 8 mois à compter de la date de notification de l'ordre de service d'exécution de la tranche (date prévisionnelle de notification de l'ordre de service : mars 2018). Tranche optionnelle n°2 : 8 mois à compter de la date de notification de l'ordre de service d'exécution de la tranche (date prévisionnelle de notification de l'ordre de service : mars 2018). Tranche optionnelle n°3 : 8 mois à compter de la date de notification de l'ordre de service d'exécution de la tranche (date prévisionnelle de notification de l'ordre de service : mars 2018). Tranche optionnelle n°4 : 24 mois à compter de la date de notification de l'ordre de service d'exécution de la tranche (date prévisionnelle de notification de l'ordre de service : mars 2018).

Date d'envoi du présent avis à la publication : 15 novembre 2017

Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus : M. Félicien CHARRIER ,
Communauté d'Agglomération Privas Centre Ardèche, Service assainissement et rivière 1, rue Serre du Serret BP 337,
07003 Privas, courriel : felicien.charrier@privas-centre-ardeche.fr

Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre administratif peuvent être obtenus : M. Sylvain WEBER ,
Communauté d'Agglomération Privas Centre Ardèche, Service marché public et juridique 1, rue Serre du Serret BP
337, 07003 Privas, courriel : sylvain.weber@privas-centre-ardeche.fr

Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus : adresse internet : <http://www.achatpublic.com>

Instance chargée des procédures de recours : TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LYON, 184, rue Duguesclin, 69433
Lyon, tél. : 04 78 14 10 10, télécopieur : 04 78 14 10 65, courriel : greffe.ta-lyon@juradm.fr

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :
TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LYON, 184, rue Duguesclin, 69433 Lyon, tél. : 04 78 14 10 10, télécopieur :
04 78 14 10 65, courriel : greffe.ta-lyon@juradm.fr